



groupe marxiste internationaliste

section française du collectif révolution permanente

Date : 14 février 2023

Pour : NPA anti-NUPES, Jeunes NPA

Objet : combat commun pour la grève générale

Chères camarades, chers camarades,

Le 31 janvier, à l'issue de la manifestation à Lyon, s'est tenue à la Bourse du travail une assemblée générale de l'enseignement supérieur.

Cette assemblée a adopté la motion suivante que des militants de notre organisation avaient présentée :

Pour imposer le retrait de la nouvelle attaque contre les retraites, grève générale !

Le projet du gouvernement reporte l'âge légal de départ en retraite de 62 ans à 64 ans, à 67 ans s'il manque des trimestres. Il augmente la durée de cotisations pour toucher une retraite à taux plein qui passera de 42 ans à 43 ans dès 2027.

Pour le capitalisme, un bon retraité est un retraité mort.

Ce projet a été discuté pendant des mois avec les dirigeants syndicaux. Pas plus qu'il n'était négociable dans les mois précédents, il n'est aujourd'hui acceptable ni amendable.

Nous exigeons son retrait pur et simple !

Les journées d'action à répétition, les « temps forts », les « actions qui s'inscrivent dans la durée, le gouvernement s'en moque ! Il attend à chaque fois le lendemain que tout rentre dans l'ordre. Les grèves reconductibles isolées dans tel ou tel secteur épuisent les plus combattifs, sans donner plus de résultats.

Pour gagner, la question n'est pas de durer le plus longtemps possible, c'est de taper tous ensemble le plus fort possible pour gagner le plus vite possible, c'est la grève générale jusqu'au retrait. Dirigeants des syndicats, appelez immédiatement à la grève générale jusqu'au retrait du projet ! Organisons-nous pour la grève générale !

Pour : 62 Contre : 0 Abstentions : 24 NPPV : 7

Plusieurs militants jeunes du NPA présents à cette AG ont soutenu et voté cette motion.

Une bataille décisive est en effet engagée : ou la classe ouvrière parviendra à imposer la grève générale pour vaincre, ou les bureaucrates qui dirigent l'intersyndicale et les partis réformistes qui gesticulent à l'Assemblée nationale réussiront une fois encore à dévoyer et à épuiser la combattivité jusqu'à la défaite. En effet, après la 4^e journée d'action du samedi 11 février, les chefs syndicaux ont confirmé qu'ils décréteraient deux nouvelles journées d'action, le 16 février et le 7 mars. Ils parlent de « durcir le mouvement » et de « mettre le pays à l'arrêt le 7 mars », mais Laurent Berger s'empresse de préciser : « On n'est pas dans la logique de la grève reconductible, ce n'est pas un appel à la grève générale » tandis que Philippe Martinez déclare : « La question de la reconduction ne se décide pas au niveau des confédérations syndicales mais dans les entreprises et les services. »

Ainsi, il apparaît clairement que les grèves reconductibles, tant vantée par certains, ne sont pas le chemin vers la grève générale. En fait, elles sont le complément indispensable aux journées d'action des

bureaucrates pour isoler et épuiser les secteurs les plus combattifs, comme ils l'ont déjà fait en 2010 ou en 2019 à la RATP et à la SNCF. L'intersyndicale de la RATP appelle à une grève reconductible à partir du 7 mars. La CGT des cheminots veut « *mettre en débat sur chaque chantier et dans chaque entreprise ferroviaire de la branche le lancement d'une grève reconductible à compter du 7 mars* ». Mais la « reconductible » chaque matin, site par site, les cheminots en ont déjà fait l'expérience, ce n'est pas la grève générale, ce n'est pas le mot d'ordre de grève générale jusqu'au retrait que devrait lancer tous les syndicats pour rassembler toute la force de la classe ouvrière, c'est le morcèlement, c'est chacun sa grève.

Le combat pour imposer la grève générale doit s'organiser. Nous proposons la création de comités d'action pour la grève générale dans les usines, les facultés, les bureaux, de les coordonner pour qu'ils prennent toutes les initiatives dans les manifestations, les assemblées générales, auprès des sections syndicales, pour imposer partout la tenue des assemblées générales, des assemblées générales interprofessionnelles dont les bureaucrates ne veulent pas, pour imposer le seul mot d'ordre qui puisse emporter la victoire :

Grève générale jusqu'au retrait total !

À notre connaissance, vous êtes la seule organisation, avec le GMI, à défendre ouvertement aujourd'hui le mot d'ordre de grève générale pendant que d'autres s'ingénient à éviter d'en parler et collent plus ou moins étroitement aux initiatives des bureaucrates, notamment en faisant mine de croire que la grève reconductible serait la même chose que la grève générale.

Des gens qui ne veulent pas la grève générale doivent inéluctablement faire tous leurs efforts en vue de maintenir la grève dans le cadre d'une semi-grève semi-politique, c'est-à-dire la priver de sa force.
(Trotsky, 6 mai 1926)

C'est pourquoi nous sommes prêts à joindre nos efforts aux vôtres pour que ce combat aboutisse, pour que le projet de loi réactionnaire soit retiré, pour que la classe ouvrière remporte enfin une grande victoire après tant de défaites, pour que la voie soit ouverte à toutes les revendications, à la perspective d'un gouvernement ouvrier. Il y a urgence !

Avec notre salut communiste révolutionnaire,

La direction nationale du Groupe marxiste internationaliste